...bouille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 RUE DES CHARTRES

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI MATIN, 26 AOUT.

LA TÉLÉGRAPHIE SOUS-MARINE.

Le nombre des câbles immergés depuis 1850 jusqu'à la fin de 1874 s'élève à 206, représentant ensemble une longueur de 50,716 milles, soit 20,350 lieues; sur ces 206 câbles, 61 ont cessé de fonctionner, 145 sont en opération. Les deux puissances qui possèdent le plus de câbles sont l'Angleterre et la France. La première en possède 29, la seconde 16; sept câbles réunissent l'Angleterre et la France.

Si nous voulons savoir combien de câbles ont été construits chaque année, nous verrons qu'en 1850 il n'en a été construit qu'un seul, le premier; de même en 1851, en 1852 et en 1853, on en a immergé quatre chaque année; en 1854, il en a été immergé sept; en 1855, neuf; en 1856 et en 1857, un chaque année; en 1858, deux; en 1859, treize; en 1860, douze; en 1861, un; en 1862, deux; en 1863, un; en 1864, six; en 1865, trois; en 1866, dix; en 1867, sept; en 1868, deux; en 1869, dix-sept; en 1870, vingt-sept; en 1871, vingt-six; en 1872, deux; en 1873, quatorze, et en 1874, treize.

Ces câbles les plus longs sont celui d'Irlande à Terre-Neuve, qui a 1,896 milles, celui de Valentia au même point, qui a 1,900 milles, celui de St-Vincent à Fernambuco, qui a 1,953 milles et celui de Brest à Saint-Pierre, qui a 2,584 milles. On voit que c'est la France qui a eu l'honneur, jusqu'ici, de poser le câble le plus long.

Les plus grandes profondeurs auxquelles aient été immergés les câbles, sont 2,000 brasses pour celui de Malte à Alexandrie, 2,424 brasses, pour celui d'Irlande à Terre-Neuve, 2,628 brasses, pour celui de Potkarno, en Angleterre, à Lisbonne, 2,760 pour celui de Brest à Saint-Pierre. C'est encore le même câble français qui a été immergé dans les eaux les plus profondes.

LA COLOMBIE ET L'AMAZONE.—Mr Denis Cullere, vice-consul de France à Para, (Brésil), a adressé au ministère la traduction d'une correspondance, publiée en portugais par un vaillant colon qui a eu trouver, au milieu de mille dangers, un chemin fort court entre la Colombie et le val de l'Amazone :

"Le Brésil, déjà relié à la Bolivie par le Rio-Madeira, au Venezuela et au Pérou par des artères considérables, va gagner dans ses rapports avec la Colombie, dont la population ne peut trouver de débouchés à ses produits qu'en se frayant un passage coûteux jusqu'au Pacifique. On sait qu'une voie ferrée est en construction sur la Madeira, et qu'elle est appelée à mettre 1,200,000 habitants à quelques jours de l'Amazone.

Ce chemin commencé a été interrompu, mais, sous peu de temps, les travaux en seront repris. Alors la vallée de l'Amazone prendra autant d'importance que celle du Mississipi. Ces contrées si fertiles et si riches, aujourd'hui tout à fait inconnues, alimenteront alors tous les marchés d'Europe de leurs productions variées. L'émigration européenne, qui a toujours suivi le chemin du soleil couchant, informée des ressources que lui offrent ces nouvelles voies de communication, se dirigera vers ces antiques solitudes où il n'y a pour ainsi dire qu'à récolter, et ainsi se comblera peu à peu la lacune causée par le manque de bras, qui se permettait au commerce qu'un développement restreint.'

—Une information du *Soir*; il n'en faudrait pourtant pas conclure que M. Thiers doive assister au congrès radical qui se prépare :

Depuis que le prochain voyage de M. Thiers en Suisse est connu, plusieurs des réfugiés politiques qui résident en Belgique se sont dirigés sur Genève.

Cette ville paraît être, d'après des renseignements transmis par nos agents diplomatiques, le point central de la réunion générale de certaines individualités de la Commune.

Hanc et Rochefort doivent s'y trouver du 10 au 15, et plusieurs de nos députés de l'extrême gauche y sont également attendus vers la même époque.

Mme Michelet demande à la justice que le corps de son mari soit transporté d'Hyères, où il est actuellement enseveli, dans un cimetière de Paris.

Elle appuie sa demande sur plusieurs déclarations de son défunt mari. Michelet a écrit qu'il était né à Paris, qu'il y serait enterré, s'il plaisait à Dieu.

C'est donc un devoir que de la veuve remplit en demandant la translation de sa déponille mortelle.

Le gendre de Mr Michelet a pensé qu'il devait en être autrement.

Le testament de L. Michelet, écrit en 1872, contenait cette phrase :

"Je serai transporté sans cérémonie religieuse au cimetière le plus voisin, avec l'appareil le plus simple; qu'on donne aux pauvres ce qu'on eut déposé. Plus tard, à la mort de ma femme, un tombeau commun de famille pourra être élevé.

"Dieu me donne de revoir les miens et ceux que j'ai aimés!

"Qu'il reçoive mon âme reconnaissante de tant de bien, de tant d'années laborieuses, de tant d'amitiés."

Les héritiers de M. Michelet ont fait inhumer le corps dans le cimetière d'Hyères.

M. le substitut Laval estime qu'il n'y a pas lieu, en présence des termes formels du testament, de faire droit à la demande de Mme Michelet.

La *Patrie* annonçant la mort de la princesse Orloff, femme de l'ambassadeur russe, qui a succombé en Suisse à une maladie de poitrine à l'âge de 35 ans, ajoute :

Cette triste nouvelle a douloureusement impressionné tous ceux qui ont eu le bonheur de connaître la charmante Princesse Orloff et d'apprécier en elle toutes les qualités du cœur et de l'esprit. Elle avait apporté à être bonne et charitable bien qu'en suivant l'exemple de son père, le prince de Trobetzkoi, dont la philanthropie était si connue et dont Paris a gardé un si profond souvenir. Qui a pu oublier tout ce qu'il fit pour notre population pendant les dures années de l'investissement?

On sait combien le prince Orloff est aimé et estimé, et avec quel tact, quel esprit sympathique à la France il exerce ses hautes fonctions. Aussi tout le monde s'est associé à sa cruelle douleur.

Le maréchal de Mac-Mahon s'est empressé, aussitôt qu'il a appris la fatale nouvelle, de prier M. le duc Decazes d'aller à l'ambassade russe porter au prince ses compliments de condoléance.

NAUFRAGE EN MER; CINQ VICTIMES.—Un terrible naufrage, dans lequel cinq personnes ont trouvé la mort, est arrivé dimanche dernier sur les côtes de l'île de Bréhat.

Quatre prêtres de Tréguier, les abbés Chatte, Doué, Cavan, Le Cornec, Le Goff, s'étaient embarqués sur un bateau de plaisance pour se rendre à l'île de Bréhat, où le frère du second est vicaire.

Il naviguaient depuis déjà quelque temps, quand, au lieu de doubler le sillon du Talbert, ils décidèrent, pour abréger le parcours, de traverser le Trou-d'Etalp, passage plein de récifs. A peine entré dans ces eaux, le bateau fut dressé vers un rocher et chavira.

Mr. l'abbé Doué, qui ne savait pas nager, s'écria : "Tout est fini, mon Dieu, pardonnez-nous!" Mr. Le Cornec se débarrassa de sa douillette et se jeta à la nage. L'abbé Le Goff limita. Pendant quelques instants, l'abbé Le Goff aperçut Mr. Le Cornec qui nageait auprès de lui et il distingua, accroché au mât du bateau, Mr. l'abbé Cavan, qui bénissait ses malheureux amis cramponnés comme lui au mât, et prononçait les prières sacramentelles de l'absolution. Ensuite il ne vit plus rien : mais il crut encore entendre l'abbé Cavan. Ce n'était pas des cris de détresse, mais des paroles d'encouragement.

Après plus d'une heure d'efforts inutiles pour revenir à la Roche-Moisie, il se dirigea vers la Roche-Blanche, où les courageux le prirent; dans ce moment suprême il fit un vœu à Notre-Dame-de-Bon-Secours de Guingamp. Sentant ses forces faillir, il put se rapprocher de la Roche-Buaz et aborder miraculeusement sur le rocher, où il perdit connaissance.

Deux heures plus tard, des pêcheurs le ramenaient à terre. De ses malheureux compagnons, le corps du patron de la barque seul a été retrouvé.

UN ENFANT TORPILLE.—Hier matin, rue Daubenton, une femme Alexandrine Bontat a donné le jour à un enfant qui, semblable à une torpille, détermine une commotion électrique lorsqu'on le touche.

La sage-femme qui l'a aidé à venir au monde a eu grand'peine à accomplir son ministère.

On a dû le placer dans un berceau en cuivre supporté par un isolateur à pied de verre. Ce phénomène est du sexe masculin et paraît doué d'une constitution robuste.

Pour si extraordinaire qu'il puisse paraître, ce cas de tératologie est assez commun.

COMITÉ CENTRAL DÉMOCRATIQUE DU PARTI DÉMOCRATE CONSERVATEUR DE L'ÉTAT DE LA LOUISIANE.

Nouvelle-Orléans, 20 août 1875.

Les résolutions suivantes ont été adoptées par le comité et la publication en a été ordonnée :

1. Résoln, que le comité juge inopportun de convoquer une convention, rien n'étant nécessaire.

2. Résolu, que ce comité, quand le moment sera venu, convoquera une Convention Démocratique d'Etat pour désigner les candidats et pour donner à tous les citoyens opposés au radicalisme l'occasion de se joindre au parti national démocratique dans la campagne électorale de 1876.

3. Résolu, que les démocrates et les conservateurs dans tout l'Etat, sont invités à s'assembler dans leurs paroisses et districts représentatifs respectifs dans le but de donner pour instructions à leurs représentants, dans l'Assemblée générale, de ne voter aucun subsides ou allocations pour le soutien du gouvernement Kellogg jusqu'à ce que les lois d'enregistrement et d'élection injustes et organiquement frauduleuses actuellement en vigueur aient été rappelées.

ROBERT H. MARR,
Président du comité central d'Etat.
OSCAR ARROYO, Secrétaire.

SOUSCRIPTION EN FAVEUR des victimes de l'inondation dans le Midi de la France.

Des listes de souscription pour venir au secours des malheureux victimes de l'inondation dans le Midi de la France, sont déposées aux adresses suivantes :

Membres du comité :

Président honoraire : M. le VICOMTE D'ARZAC, consul de France, rue St-Louis;

Président : FÉLIX LIMET, bureaux de l'*Abeille* rue de Chartres No 73;

Vice-présidents : Joseph Girod rue du Maine No 73;

Edgar Lazare, Cour Gallier;

D. Pochelu, rue du Canal No 123;

G. Maylié, rue Calliope No 83;

Alex. Hausse, au City Hotel;

Th. Forest, rue Hancock, (3e district.)

Hte. Salomon, rue Vieille Levée No 78;

L. Turle, hôtel Washington, à Milneburg;

F. Tujague, rue de Chartres No 14;

D.A. Chaffraix, rue la Douane No 54;

Editeur du *Propagateur Catholique*, rue Royale No 167;

Trésorier : J. B. Camors, rue Tchoupitoulas No 61;

Secrétaire : J. B. Mondiegt, banque des Workingmen, rue du Canal No 94;

Membres : Bruce Mc Crilly, maison A. Robichaux & Co., rue St-Louis;

Léon Godchaux, rue du Canal No. 81;

Jean Schweitzer, rue Royale No. 105;

E. Guillemet, rue de la Bounce No. 53;

B. Anthony, coin Thalines et Peters;

J. P. Dubarry, Marché Dryades :

Théo. Gollain, coin du Maine et Vieille-Levée;

Jules Manaux, coin Poydras et Remparts;

P. Gendre, rue des Magasins, coin Peniston, (6e district);

F. Renaudin, Marché Ste-Marie;

F. Grognier, rue St. Andrew No. 248 et Magazine Market.

J. Bayle, rue de Chartres No. 40;

J. Sensac, rue Ste-Anne, coin Chartres;

D. Bonnecarrère, maison Blanche, rue du Canal;

Arthur Jario, restaurant Bondro, Milneburg;

M. Vergniole, rue Decatur No. 73;

P. Canteron, rue Bienville No 441;

P. Macou, rue Baronne, coin Poydras;

John Strenna, rue Bourbon No 16;

E. de Gas, rue Commune No. 154;

J. P. Dutrey, Marché Dryades;

C. Gouzy, rue des Français No. 132;

J. Desca, rue Vieille-Levée No. 53, coin Bienville;

Léon Vallon, rue Gravier No. 182;

J. Ségassie, rue Vieille-Levée No 17;

R. Laffon de Ladébat;

A. Walz, rue Conti No. 24;

L. Chaplain, rue Royale No. 13;

L. Grand, cour Gallier rue Carondelet;

A. Faris, rue Bourgogne No 80;

P. Bobès, marché Trémé;

Antoine Alciator, rue St. Louis No 65;

St. Cyr Fourcade, rue du Canal, coin Remparts;

F. Carrère, rue Peters No 8 (2e District);

André Madhes, marché Poydras;

A. Jas. rue de Chartres No 103;

François Carrazé, aux Abattoirs;

A. Bonnet, rue Royale No —;

Jacques Ait, encoignure Pologne et Amour;

Paulin Petiton, à St. Jean Baptiste;

J. Chipot, à Algers;

A. Dudousaat, Passage de la Bourse No 136

LA CONSTITUTION FRANÇAISE.

Voici le texte complet de la Constitution républicaine que l'Assemblée a votée Jeudi dernier, le 25 février 1875, par 425 contre 254 :

I

LOI D'ORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS

Art. 1er. Le pouvoir législatif s'exerce par deux Assemblées : la Chambre des députés et le Sénat.

La Chambre des députés est nommée par le suffrage universel, dans les conditions déterminées par la loi électorale.

La composition, le mode de nomination et les attributions du Sénat sont réglés par une loi spéciale.

Art. 2. Le président de la république est élu à la pluralité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans; il est rééligible.

Art. 3. Le président de la république a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux Chambres; il promulgue les lois lorsqu'elles ont été votées par les deux Chambres; il en surveille et assure l'exécution.

Il a le droit de faire grâce; les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

Il dispose de la force armée.

Il nomme à tous les emplois civils et militaires.

Il préside aux solennités nationales; les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Chacun des actes du président de la république doit être contre-signé par un ministre.

Art. 4. Au fur et à mesure des vacances, le président de la république nomme, en conseil des ministres, les conseillers d'Etat en service ordinaire.

Les conseillers d'Etat ainsi nommés ne peuvent être révoqués que par décision prise en conseil des ministres.

Les conseillers d'Etat nomués en vertu de la loi du 24 mai 1872 ne peuvent être révoqués que dans la forme déterminée par cette loi.

Après la séparation de l'Assemblée nationale, la révocation ne pourra être prononcée que par le Sénat.

Art. 5. Le président de la République peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration de son mandat.

En ce cas, les collèges électoraux sont convoqués pour de nouvelles élections, dans le délai de trois mois.

Art. 6. Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement, et individuellement de leurs actes personnels.

Le président de la république n'est responsable que dans le cas de haute trahison.

Art. 7. En cas de vacance par décès ou par toutes autres causes, les deux Chambres procèdent immédiatement à la nomination du président de la république. Dans l'intervalle, le conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

Art. 8. Les Chambres auront le droit, par délibérations séparées, prises dans chacune à la majorité absolue des voix, soit spontanément soit sur la demande du président de la république, de déclarer qu'il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles.

Après que chacune des deux Chambres aura pris cette résolution, elles se réuniront en Assemblée nationale pour procéder à la révision.

Les délibérations portant révision des lois constitutionnelles, en tout ou en partie, devront être prises à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.

Toutefois, pendant la durée des pouvoirs conférés par la loi du 20 novembre 1873 à M. le maréchal de Mac-Mahon, cette révision ne peut avoir lieu que sur la proposition du président de la république.

Art. 9. Le siége du pouvoir exécutif et des deux Chambres est à Versailles.

II

LOI SUR LE SÉNAT.

Art. 1er. Le Sénat se compose de trois cents membres :

Deux cent vingt-cinq élus par les départements et les colonies, et soixante-quinze élus par l'Assemblée nationale.

Art. 2. Les départements de la Seine et du Nord élisent chacun cinq sénateurs.

Seine-Inférieure, Pas-de-Calais, Gironde, Rhône, Finistère, Côtes-du-Nord, chacun quatre sénateurs.

Seine-Inférieure, Saône-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Seine-et-Oise, Isère, Puy-de-Dôme, Somme, Bouches-du-Rhône, Aisne, Loire, Manche, Maine-et-Loire, Morbihan, Dordogne, Haute-Garonne, Charente-Inférieure, Calvados, Sarthe, Hérault, Basses-Pyrénées, Aveyron, Vendée, Orne, Oise, Vosges, Allier, chacun trois sénateurs.

Les autres départements, chacun deux sénateurs.

L'Assemblée nationale de Belfort, les départements de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des Indes françaises élisent chacun un sénateur.

Art. 3. Nul ne peut être sénateur, s'il n'est Français, âgé de quarante ans au moins, et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

Art. 4. Les sénateurs des départements et des colonies sont élus à la majorité absolue, et, quand il y a lieu, au scrutin de liste, par un collége réuni au chef-lieu du département ou de la colonie et composé :

1o Des députés;

2o Des conseillers généraux;

3o Des conseillers d'arrondissement;

4o Des délégués élus, un par chaque conseil municipal, parmi les électeurs de la commune.

Art. 5. Les sénateurs nommés par l'Assemblée sont élus au scrutin de liste, à la majorité absolue des suffrages.

Art. 6. Les sénateurs des départements et des colonies sont élus pour neuf années et renouvelables par tiers, tous les trois ans.

Au début de la première session, les départements seront divisés en trois séries contenant chacune un nombre égal de sénateurs; il sera procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation des séries qui devront être renouvelées à l'expiration de la première et de la deuxième période triennale.

Art. 7. Les sénateurs élus par l'Assemblée nationale sont inamovibles.

En cas de décès ou démission ou autre cause, il sera, dans les deux mois, pourvu au remplacement par le Sénat lui-même.

Art. 8. Le Sénat a, concurremment avec la Chambre des députés, l'initiative et la confection des lois.

Toutefois, les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des députés et votées par elle.

Art. 9. Le Sénat peut être constitué en cour de justice pour juger, soit le président de la république, soit les ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'Etat.

Art. 10. Il sera procédé à l'élection du Sénat un mois avant l'époque fixée par l'Assemblée nationale pour sa séparation.

Le Sénat entrera en fonctions et se constituera le jour où l'Assemblée nationale se séparera.

LA LOI CONSTITUTIONNELLE SUR LES POUVOIRS PUBLICS.

Le *Journal officiel* promulgue la loi constitutionnelle sur les rapports des pouvoirs publics, telle que l'assemblée l'a adoptée. Nous croyons devoir en reproduire les dispositions :

Art. 1er.—Le Sénat et la Chambre des députés se réunissent chaque année, le second mardi de janvier, à moins qu'une convocation antérieure faite par le président de la République.

Les deux Chambres doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Le dimanche qui suivra la rentrée, des prières publiques seront adressées à Dieu dans les églises et dans les temples pour appeler son secours sur les travaux des Assemblées.

Art. 2.—Le président de la République prononce la clôture de la session. Il a le droit de convoquer extraordinairement les Chambres. Il devra les convoquer si la demande en est faite, dans l'intervalle des sessions, par la majorité absolue des membres composant chaque Chambre.

Le président peut ajourner les Chambres. Toutefois l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni avoir lieu plus de deux fois dans la même session.

Art. 3.—Un mois au moins avant la terme légal des pouvoirs du président de la République, les Chambres devront être réunies en Assemblée nationale pour procéder à l'élection du nouveau président.

A défaut de convocation, cette réunion aura lieu de plein droit le quinzième jour avant l'expiration de ces pouvoirs.

En cas de décès ou de démission du président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit.

Dans le cas où, par application de l'article 5 de la loi du 25 février 1875, la Chambre des députés se trouverait dissoute au moment où la présidence de la République devendrait vacante, les collèges électoraux seraient aussitôt convoqués, et le Sénat se réunirait de plein droit.

Art. 4.—Toute assemblée de l'une des deux Chambres qui serait formée hors du temps de la session commune est illicite et nulle de plein droit, sauf le cas prévu par l'article précédent et celui où le Sénat est réuni comme cour de justice; et dans ce dernier cas, il ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

Art. 5.—Les séances du Sénat et celles de la Chambre des députés sont publiques.

Néanmoins, chaque Chambre peut se former en comité secret sur la demande d'un certain nombre de ses membres, fixé par le règlement.

Elle décide, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public le même sujet.

Art. 6.—Le président de la République communique avec les Chambres par des Messages qui sont lus à la tribune par un ministre.

Les ministres ont leur entrée dans les deux Chambres et doivent être entendus quand ils le demandent. Ils peuvent se faire assister par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de loi déterminé, par décret du président de la République.

Art. 7.—Le président de la République promulgue les lois dans le mois qui suit la transmission au gouvernement de la loi définitivement adoptée. Il doit promulguer dans les trois jours les lois dont la promulgation, par un vote exprès dans l'une et l'autre Chambre, aura été déclarée urgente.

Dans le délai fixé pour la promulgation, le président de la République peut, par un message motivé, demander aux deux Chambres une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

Art. 8.—Le président de la République négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent.

Les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, et au droit de propriété des Français à l'étranger ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres.

Nulle cession, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

Art. 9.—Le président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambre.

Art. 10.—Chacune des Chambres est juge de l'régularité de ses membres et de la régularité de leur élection; elle peut seule recevoir leur démission.

Art. 11.—Le bureau de chacune des deux Chambres est élu chaque année pour la durée de la session, et, pour toute session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante.

Lorsque les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale, leur bureau se compose des présidents, vice-présidents et secrétaires du Sénat.

Art. 12.—Le président de la République ne peut être mis en accusation que par la Chambre des députés, et ne peut être jugé que par le Sénat.

Les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des députés pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat.

Le Sénat peut être constitué en cour de justice par un décret du président de la République, rendu en conseil des ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sûreté de l'Etat.

Si l'instruction est commencée par la justice ordinaire, le décret de convocation du Sénat doit être rendu jusqu'à l'arrêt de renvoi.

Une loi déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement.

Art. 13.—Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 14.—Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle, qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session, et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

Délibéré en séances publiques, à Versailles, les 22 juin, 7 et 16 juillet 1875.

Le président,
Signé : duc d'AUDIFFRET-PASQUIER.

Signé : Félix Voisin, E. Duchatel, E. Lamy, Louis de Ségur, vicomte Blin de Bourdon.

Le président de la République promulgue la présente loi,

Le maréchal MAC MAHON, duc de MAGENTA.

Le vice-président du Conseil, ministre de l'intérieur,
BUFFET.

ANALYSE DE LA LOI MILITAIRE DU 27 JUILLET 1872

AU POINT DE VUE DES PÉNALITÉS.

Le travail suivant que monsieur le Consul de France a bien voulu nous communiquer, complète les informations que nous avons déjà données sur le service militaire en France.

Tout Français ayant plus de vingt ans et moins de quarante ans doit le service Militaire.

Soit dans l'armée active,
Soit dans la réserve de l'armée active,
Soit dans l'armée territoriale,
Soit dans la réserve de l'armée territoriale.

TOUT FRANÇAIS ENTRE VINGT ET QUARANTE ANS, SANS AUCUNE ESPÈCE D'EXCEPTION, POUR QUELQUE CAUSE QUE CE SOIT, DOIT SE FAIRE INSCRIRE SUR LE REGISTRE AD HOC TENU AU CONSULAT LE PLUS VOISIN DE SA RÉSIDENCE.

Quiconque ne se fait pas inscrire est déféré aux Tribunaux ordinaires, et puni d'une amende de dix francs à deux cents francs; il peut, en outre, être condamné à un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

En temps de guerre la peine est double.

Toute fraude ou manœuvre par suite de laquelle un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement ou de tirage est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Tout homme qui, ayant reçu un ordre de route, ne se rend pas à sa destination dans les délais fixés, est puni, sauf le cas où il peut présenter une excuse valable, d'un mois à un an de prison, sans préjudice de la peine, il est envoyé dans une compagnie de discipline.

En temps de guerre les noms des insoumis sont affichés dans toutes les Communes du Canton de leur domicile.

Quiconque a reçélé ou pris à son service un insoumis, ou favorisé son évasion, empêché ou retardé le départ d'un jeune soldat, est puni de vingt à deux cents francs d'amende, et d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à six mois.

Ne compte pas pour les années de service militaire, le temps passé en prison en vertu d'un jugement.

Le Conseil refusera désormais sa protection à tout français qui ne se sera pas conformé aux prescriptions de la Loi Militaire.

AGENTS DE L'ABEILLE.

M. JUST COMES, à Donaldsonville, pour les paroisses Ascension, St-Jacques et Assomption.

M. PH. MACHET, Marchand, à Baton-Rouge, pour les paroisses de Ouest et Est-Baton-Rouge, Ouest et Est Feliciana.

WILLIAM GIRARD, à Plaquemine, paroisse de Pointe-Coupée.

J. LANDREAU, Maître-de-Poste à Hermitage, pour la paroisse de la Pointe-Coupée.

GEO. L. MAYER, Maître-de-poste à Marksville, paroisse des Avoyelles.

A. MARIDAT, à la Nouvelle-Ibérie.

M. EMONET, à Léonville, paroisse St-Landry.

M. L. DUPLEIX, à Natchitoches.

M. WM. L. ROCHE, député Maître-de-Poste à Plaquemines, paroisse Iberville.

G. ROBERT, à Franklin, paroisse Ste-Marie.

P. DAMARE, St-Martinville.

VALERY THIBODEAU, Pont-Breau.

A. DURIO, Arnaudville.

M. PETETIN, Grand-Coteau.

ADRIEN GONSOULIN, Fausse-Pointe.

F. F. BÉREAU, à la Fausse-Christiane.

A. NEVEU, Vermillionville.

LAURENT CHERI, Plaquemines, (Iberville).

J. ROYER, Morse-ville, (Avoyelles).

R. RICULFI, Houma (Terrebonne).

SRLVAIN LERMAN, Maître-de-Poste à Johnville (Texas).

WM. HUDSON, à Jeannerette, paroisse Iberville.

EDGARD DELERY, Baie St-Louis, (Miss).

AUX MAITRES DE POSTE.

Les maîtres de poste sont autorisés à recevoir des abonnements à l'*Abeille* (édition quotidienne, $14 par an; édition hebdomadaire, $5). Nous les prévenons néanmoins que toute demande d'abonnement sera considérée comme non avenue, à moins que la lettre ne renferme en même temps le montant de l'abonnement, préalablement fait de commission allouée aux agents et aux maîtres de poste.

GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE

organisée au profit des inondés du Midi de la France,

Sous le patronage du comité de la souscription, des sociétés françaises de la Nouvelle-Orléans et avec le concours actif d'un comité de DAMES PATRONNESSES.

Cette fête sera donnée

AUX FAIR GROUNDS

Le Dimanche, 29 août 1875.

COMITÉ D'ORGANISATION.

Présidents Honoraires :

M. le Consul de France, Vicomte d'Arzac.
M. Félix Limet, chef du comité de souscription.
C. E. Leeds, maire de la Nouvelle-Orléans.

Président :
M. Ernest Morilh.

Vice-Présidents :

MM. les Présidents des Sociétés Françaises,
Joseph Girod, Ed. Larue, L. Turle,
Dque. Pochelu, Alex. Hausse, Ed. Bernard,
G. Maylie, Ch. Forest.

M. I. N. Marks, hon. L. A. Wiltz, juge A. L. Tissot

Trésorier—M. M. Vergniole.

Secrétaire—M. Jules Desca.

Commissaires :

Ait Jacques	Angaud Emile	Artigues Jean
Alciator Aug	Antoni B	Artigue P A
Arteigh Fran	Angiade J	Aldigo J
Bruitatour P E	Bordeiola E	Bouvier N
Bayle Joseph	Bonnecaze A	Bonnecaze Ed
Bonnecaze A	Boissonnan P	Bonnecarrère G
Baumgardeu	Book C B	Bugna S
Barangue J	Bassini S	Bercier Oscar
	Bobée B	
Chaffraix D A	Canion P N	Coutoulous
Lamore J B	Catalogne Isidore	Chipon S
Carrière O	Courez J B	Carrazé F
Carrière E	Cantarero P	Cambianne
Chiapella A	Caditon J	Chayanay St
Coutin A	Cazentre P	Chabert F P
Carrouché A	Chaplain L	Cazaux Dque
Claverie Jean	Carrère J P	Casse P
Camgil V	Campiglio S	Casseux F
Degasson Ch T	Dousaan J	Dagouet J
D'Aquin Dr	Damieus H	Daly J P
De Roaldès Dr	Deschamps E	Domecq Jules
Dupeuyer Dr	Dupuytren Aml	Dandeland E
Dufour Numa	Duvian H	Dudossat A
De Gas R	Dimmock Alex	Dunbarry F P
Dubois Ed	Danty Ed	David Jos
	Dabal B	Desbonn F
	Espy Germain	
Fournier Stan	Fourcade St-Cyr	Fourchy Paul
Foat Clément	Fleurian Jos	Francligues F
	Finney Dr	
Gall emet A	Grand L	Gendre P
Gouzy G	Gellati Théo	Grégoire L
Godeaux Alex	Giselon F	Grande C
	Godeaux L	Gaudet Dr
Hincks J W		Hénard Dr
Iza A	Janfroid F	Jacquet Gust
	Jarry Arthur	Joubert L
		Kuntz W
Laborde F	Levy E	Lauverjat J
Laffon-de-Ladebat	Lafaurie M	Lana s A
Laffon-de-Ladebat P	Laffon A	Lanzies J
Legras L	Lafargue J	Lavaisse J
Lecoumte Ch	Lahaye Aug	Lahaye H
Lubeurie Pre	Lafage Aug	Lolgi A
	Layran D	Lemonnier Dr
Masson P	Mayeau M	Manand Jules
Mérith S Ed	Manuel H	Masseys Pierre
Masadé M	Mandin Ed	Marchland L
Mallet A	Maillon A André	Marchand J
Marimont U	Maury Jean	Marquèze E
Mesnier J	Marks Alex	Maylie M
Machoca J	Moreau F	Matharan B
Mondieght J B	Morvan H	
Nippert V		
Plaisent J	Paris Amédée	Pochelu R
	Pilot A Sr	
Rey J M	Ringrose Léon	
Reiss J J	Rost S	Ronaudin F
	Radiat Paul	Randon F
	Rolling Hubert	Raymond Ch
Stephens Emm	Saizy H	Sendaiz J
Ségasale J	Schweitzer J	Schelcker Elie
Sénac J	Strenna John	Saguic J B
Barthez F	Fecola A	Sauz J M
Soulé Frédéc	Hte. Salomon	
Tocsaire Dr	Tiblier B	Tuyès Jules
Tessier J	Trescanier J B	Tujague Gust
Theurer R F	Torre J J	Tujague P
Vallon L	Walz A	Vincent Daniel
	Xiques.	

Comité Exécutif.

Président,
M. ERNEST MERILH,
Secrétaire,
M. VERGNOLE.
M. JULES DESCA,
Assistant, J. Lauverjat,

—Membres—

Messieurs,

F. Tujague, A. Walz,
A. Guillemet, A. Dumestre,
St Cyr Fourcade, Chs. Lacoume,
Chs. Lacoume, J. Angiade,
F. P. Chabert, E. D. Levy,
B. Anthony, J. E. Mérith,
J. B. Camors, Km. Stephens,
J. P. Carrère, H. B. Foley,
D. Pochelu, D. J. Toussire.
E. Danty,

Dames Patronnesses.

Présidente,
Mme MAYER GODCHAUX,

Vice-Présidente,
Mme ANT. ALCIATOR.

Trésorière,
Mme C. ROUYER,

Secrétaire,
Mme HENRY WHERMANN,

Comité Exécutif.

Madames

Chaplain,	Frédéric,	Coutoulous
E. Fléché,	Tujague,	Mme Artigues Jean
H. Chavigny,	M. Adam,	Artigue P A
Alex. Hausse,	Hyp. Boineval,	Aldigo J
Mme Cazaux,	Mlle Léontine Cazaux.	

Commissaires.

Mesdames Melles

Monvil	A. Bonneval	Bonnecaze Ed
V. Wehrmann,	Ève Dabeteau,	Bonnecarrère G
B. Antoni,	E. Marchosseau,	Bugna S
Pérat,	Eva Allain,	Bercier Oscar
E. D. Levy,	Ch. Marchesseau,	
Farjasse,	E. Lebeaune,	
F. Hubenbaner,	Alb. Wagner,	
Bonnecaze,	Lodin,	
H. Damoine,	H. Wehrmann,	
A. Jarry,	V. Calalogne,	
Griffo,	Fléché,	
Gégoué,	C. Gégoue,	
Schwartz,	Parisaye,	
J. Strenna,	A. Ségasale,	
Marchal,	Hébert,	
G. Espy,	Meunier,	
Reiss,	Bouchoux,	
Soniié,	Mme G. Wehrmann,	
Lopez,	Espy,	
Batice,	A. Geiger,	
	E. Kitzinger,	
	Malvina Ségoué,	
	Alice Perat.	

PROGRAMME DE LA FETE.

Fanfare de 24 Musiciens, sous la direction de MM. J. SPORER & J. ALCIATOR.

A 2 1/2 heures.

Grande ouverture "La MUETTE."

A 3 heures.

Grand jeu : Robert Macaire.—Course d'hommes gras, 200 livres au moins. — Mât de Cocagne.—Course au cochon.—Course en sac,—ainsi que tous espèce de jeux et divertissements trop nombreux à mentionner.

A 4 heures.

TOURNOI—COURSE DE BAGUES, sous la direction de MM VERGNOLE.

Les six cavaliers suivants soutiendgagés :

M. M. D. Vincens,	Clément Bannecaze,
A. N. Cornhlé,	John B. Foley,
Louis Mercère,	H. B. Foley, Jr,

Nota.—

Le prix de la course consiste en une MÉDAILLE COMMÉMORATIVE EN VERMEIL, et un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

En temps de guerre la peine est double.

Toutes fraude ou manœuvre par suite de laquelle un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement ou de tirage est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Tout homme qui, ayant reçu un ordre de route, ne se rend pas à sa destination dans les délais fixés, est puni, sauf le cas où il peut présenter une excuse valable, d'un mois à un an de prison, sans préjudice de la peine, il est envoyé dans une compagnie de discipline.

En temps de guerre les noms des insoumis